

UN PACTE NATIONAL POUR L'AVENIR DE LA FRANCE

Résolution du Conseil national du PCF – 5 juillet 2025

Le monde, l'Europe et la France s'enfoncent dans les guerres, les crises économiques, énergétiques et financières, les régressions sociales et démocratiques, le dérèglement climatique. L'humanité est à un tournant de son histoire. L'affrontement entre le capital et le travail est exacerbé. Le capitalisme, en crise systémique depuis des décennies, se montre incapable de répondre aux immenses défis posés à l'humanité. Ce sont les peuples qui en paient le prix par le chômage, la précarité, la dégradation de leurs conditions de vie sociales et environnementales.

L'accession de Donald Trump à la tête des États-Unis a déchaîné les compétitions entre puissances et multinationales. Le néolibéralisme et le libre-échangeisme d'hier ont révélé leurs failles, mais les logiques nationalistes et protectionnistes mènent tout autant à la catastrophe.

En France, la droite et l'extrême droite n'ont pour projet que de perpétuer un système au profit exclusif de la classe capitaliste. Elles divisent pour cela la société en attisant les peurs, la xénophobie et le racisme. Macron, le gouvernement Bayrou et leurs alliés veulent imposer une terrible cure d'austérité au pays pour les prochaines années, prévoyant 40 milliards d'euros de coupes budgétaires dès 2026. Il en résulterait une amputation des dépenses sociales et une baisse drastique des dotations aux collectivités territoriales. Face à cette politique, c'est l'extrême droite qui se rapproche du pouvoir à mesure que nos concitoyennes et concitoyens perdent espoir. La République s'en retrouve gravement menacée dans ses principes de liberté, d'égalité, de fraternité et ses valeurs universalistes.

Ce contexte mondial et national inquiète chacune et chacun à juste titre : la peur du lendemain et le souci pour les générations à venir sont une réalité palpable et quotidienne. Cependant, nous sommes aujourd'hui des millions de citoyens, engagés ou pas, à aspirer à changer la vie, des millions à vouloir que nos fins de mois riment avec autre chose que privations. Nous sommes des millions à vouloir le meilleur pour nos enfants, pour nos parents et plus largement pour toute l'humanité. Nous sommes des millions à refuser la guerre, les conflits, la mise en concurrence, la haine. Nous sommes des millions à penser que ce qui nous rassemble est bien plus fort que ce qui nous divise. Nous sommes des millions à espérer, malgré la violence du capitalisme, que d'autres choix soient possibles. Nous sommes des millions à penser que nos mobilisations peuvent triompher face au péril de l'extrême droite.

Et les raisons d'espérer et de lutter existent. Au plan international, face aux agressions impérialistes, des résistances s'étendent jusque dans la société civile des États-Unis, des peuples luttent, des coopérations voient le jour. En Europe et en France, les peuples cherchent une véritable alternative aux politiques d'austérité et aux mesures liberticides. Une aspiration populaire pour une alternative majoritaire à gauche existe.

Cependant, pour être crédibles et pouvoir l'emporter, cette alternative majoritaire suppose des transformations radicales et de grandes mobilisations pour les faire aboutir. Faisons grandir dès à présent les luttes pour les salaires et pour l'emploi dans l'industrie et les services publics. Nous réaffirmons notre projet communiste qui est plus que jamais d'actualité, le besoin de communisme et le chemin pour y parvenir en réactualisant le socialisme à la lumière des défis du XXI^e siècle.

L'heure est à reconstruire l'unité du monde du travail, c'est-à-dire des forces vives de la société, pour une révolution dans l'économie, dans l'écologie et dans toutes les relations entre les êtres humains. Il s'agit de (re)conquérir de nouvelles avancées sociales, féministes, écologiques et démocratiques, pour un autre ordre du monde, de paix et de coopérations entre peuples et nations libres, souverains et associés.

Le parti communiste, la gauche tout entière, doivent se fixer l'objectif de retrouver la confiance d'une majorité de citoyennes et de citoyens en répondant à leurs difficultés du quotidien comme à leurs aspirations à voir leurs vies changer profondément.

C'est avec l'ensemble du monde du travail, en lui permettant de redevenir acteur de son destin, qu'**il s'agit de rassembler le plus largement et d'écrire un pacte national pour un autre avenir de la France**. Telle est la condition d'une union solide et durable des forces progressistes qui doit se traduire lors des prochaines élections municipales, présidentielle et législatives.

Le Parti communiste français appelle nos concitoyens et concitoyennes, le monde du travail et de la création, les forces syndicales et associatives, les organisations de gauche à agir en ce sens, à préparer une rentrée de mobilisations et à débattre ensemble d'un projet alternatif pour le pays. À l'approche des élections municipales 2026, les élus municipaux qui œuvrent au quotidien pour les habitantes et habitants de leurs villes et villages doivent avoir toute leur place dans ce processus.

Ensemble, organisons la mobilisation :

- Contre un budget d'austérité sans précédent, contre les plans de licenciements, pour l'emploi et les salaires.
- Contre la réforme des retraites qui doit être abrogée, pour des retraites dignes et le développement de la sécurité sociale, 80 ans après sa création.
- Contre les reculs irresponsables du pouvoir sur l'écologie, pour des mesures de justice sociale et une planification permettant de relever le défi du climat et de la biodiversité.
- Contre les guerres, « l'économie de guerre », la militarisation, pour un nouvel ordre international de paix et de co-développement de nations souveraines et de peuples libres et associés.

Le PCF, avec son secrétaire national Fabien Roussel, propose dix grands objectifs à la plus large discussion dans tout le pays. Parce que nous sommes des militants engagés, parce que nous croyons à la rencontre, aux débats, à la richesse de vos idées, nous les communistes irons vous rencontrer dès cet été et dans les mois qui viennent pour vous écouter, partager avec vous nos propositions et nous nourrir de vos attentes. Nous placerons ces enjeux au cœur de la Fête de l'Humanité pour porter les alternatives à la droite au pouvoir et à l'extrême droite et nous organiserons des rendez-vous de mobilisation à l'automne.

Le parti-pris du travail, du nouveau industriel, de la transition écologique

1. Pour l'emploi, une retraite digne et une vraie Sécurité sociale du XXI^e siècle : aller vers une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie en permettant à chacune et chacun d'avoir un emploi ou une formation rémunérée, choisie ; engager une augmentation générale des salaires, des pensions et les indexer sur l'inflation ; assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; abroger la retraite à 64 ans et financer le retour aux 60 ans ; rembourser les soins à 100 % par la Sécurité sociale, qui doit redevenir le bien commun en redonnant la gestion majoritaire aux cotisants et cotisantes, donc aux salariés.

2. Pour une France de bâtisseurs et de bâtisseuses qui développe l'industrie et les services publics : créer un fonds public de 500 milliards d'euros au service de grands travaux, d'une nouvelle industrialisation sociale et écologique, de la relocalisation en France des productions stratégiques, et du développement des services publics. Mobiliser la Caisse des dépôts et consignations pour promouvoir un plan de construction de 200 000 logements par an, investir dans le rail, les ports, le fluvial, les routes, les modes de transport doux. Mettre en œuvre un plan de pré-recrutement de personnels dans la santé, l'éducation, la recherche, le transport ferroviaire, l'énergie, la protection de l'enfance, l'autonomie des aînés, la vie autonome des personnes en situation de handicap, l'habitat, la justice et la police de proximité ; rendre plus attractifs ces métiers par la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail ; encourager la création artistique et la culture, avec le passage du budget dédié de l'État à 1% du PIB.

3. Pour relever le défi énergétique, climatique et alimentaire : doubler la production d'énergie décarbonée d'ici 2050 avec la production de 20 EPR2 et le développement des énergies renouvelables de façon cohérente et sous maîtrise publique comme le propose le plan climat Empreinte2050, diviser par deux les tarifs, relancer

l'étude pour la mise en service d'un réacteur à neutrons rapides ; agir en faveur des transports écologiques et collectifs ; organiser la rénovation thermique de 700 000 logements par an ; engager une transformation agro-écologique nécessitant le développement de l'emploi et de la formation agricole, la garantie d'un travail rémunérateur ainsi que l'assurance et la gestion des risques pour permettre l'accès universel à une alimentation suffisante, saine, équilibrée et durable.

4. Pour l'avenir de la jeunesse : créer un ministère de l'Enfance à part entière, doté de pouvoirs et de moyens, et élever la protection des enfants au rang de devoir constitutionnel pour garantir les droits fondamentaux des enfants ; abroger « Parcoursup » et supprimer la sélection à l'entrée de l'université ; mettre en place un revenu d'autonomie pour garantir le droit aux études des étudiants et étudiantes ; reconstruire un enseignement supérieur répondant aux défis des révolutions technologique et informationnelle, avec la construction de nouvelles universités et des écoles d'ingénieurs et la création des places nécessaires dans l'enseignement supérieur ; réserver 10 % des embauches des entreprises aux jeunes de moins de 25 ans.

Une nouvelle République sociale, laïque et démocratique

5. Pour la réappropriation publique et sociale de la production : changer le rôle des banques, des entreprises et leur gestion pour qu'elles privilégient l'emploi efficace et la formation, ainsi qu'un autre type d'investissement. Pour cela, planifier la reconquête de nos filières industrielles stratégiques (acier, énergie, chimie, eau...) ; nationaliser les grandes entreprises concernées chaque fois que nécessaire ; instaurer un droit de veto et de contre-propositions des salariés prenant en compte leurs projets alternatifs avec un droit de saisine du pôle public bancaire, notamment un droit de préemption leur donnant accès à la propriété coopérative de leur entreprise ; créer des institutions de planification démocratique via des conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation écologique des productions et des services, depuis le niveau territorial jusqu'au niveau national, reposant sur des engagements des entreprises comme de l'État et leur suivi ; régulariser les travailleurs « sans papiers », et lutter contre toute mise en concurrence entre salariés.

6. Pour prendre le pouvoir sur l'argent : créer un pôle public bancaire et financier, reposant sur les établissements déjà existant (Banque de France, CDC, BPI, Banque Postale..) et sur des nationalisations bancaires sous contrôle des salariés, dans le but de promouvoir un crédit reposant sur de nouveaux critères sociaux et écologiques ; conditionner toutes les aides publiques à des critères de progrès social et écologique ; instaurer une nouvelle fiscalité largement redistributive et incitative au développement écologique et social, mettant à contribution les revenus du capital et les grosses fortunes ; lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale en recrutant significativement dans les administrations concernées ; consolider la cotisation sociale et la Sécurité sociale en créant une cotisation spécifique sur les produits financiers des entreprises (dividendes, revenus d'intérêt...) et moduler la cotisation à la hausse pour les entreprises qui taillent dans l'emploi, les salaires et n'appliquent pas l'égalité salariale femme-homme.

7. Pour les droits des femmes et l'émancipation de chacune et chacun : voter une loi-cadre dotée d'un milliard d'euros pour éliminer les violences sexistes et atteindre l'égalité professionnelle femme-homme en un an ; élaborer un plan d'action global contre le racisme, l'antisémitisme, la haine des musulmans et contre l'ensemble des discriminations (à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la santé...) ; assurer l'égalité des droits pour tous les travailleurs et travailleuses quelle que soit la nationalité ; décréter l'inéligibilité de toute personne condamnée pour incitation à la haine raciale ; mettre en place un plan d'éradication des violences et d'action pour l'égalité des droits en faveur des personnes LGBTQI+ ; développer et garantir les droits des personnes en situation de handicap.

8. Pour un nouvel âge de la démocratie : rendre le pouvoir au Parlement contre un présidentielisme qui asphyxie la démocratie ; abroger les lois liberticides adoptées depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron ; redonner des moyens financiers aux communes et aux collectivités ; promouvoir la démocratie sociale et le rôle des organisations syndicales en leur donnant les moyens de militer, arrêter la répression syndicale ; protéger et renforcer les associations ; instaurer de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises ; de nouveaux pouvoirs pour les citoyens (droit de pétition, référendum d'initiative populaire, co-élaboration des lois-cadres

par des conférences citoyennes, vote des résidents étrangers aux élections locales et européennes) ; créer des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive suivant l'activité économique et l'utilisation de l'argent ; renforcer et conforter le rôle du CESE (Conseil économique social et environnemental) et des CESER, notamment leur rôle de débat avec les exécutifs et de dialogue avec les citoyens ; réaffirmer l'engagement laïque de la République ; mettre en œuvre une politique volontariste d'égalité avec les Outre-Mer ; adopter une loi visant à protéger l'audiovisuel public et à garantir l'indépendance des médias.

Une France au service de la paix et des coopérations

9. Pour gagner la paix et garantir les droits des peuples : sortir du commandement intégré de l'Otan comme première étape vers sa dissolution et garantir la sécurité collective des nations européennes ; agir en faveur du désarmement nucléaire multilatéral avec la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian) par la France ; ne plus alimenter la guerre et agir pour un cessez-le feu entre l'Ukraine et la Russie en allant vers une conférence paneuropéenne de sécurité collective ; agir pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza, reconnaître l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël, agir pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que le droit international sera bafoué ; agir pour briser le blocus criminel des USA contre Cuba ; concourir à un nouvel ordre économique et politique international et à de nouvelles institutions internationales, en développant les coopérations avec les pays du Sud, transformant l'OMC en organisation de maîtrise du commerce extérieur, des investissements et de partages technologiques pour le développement des biens communs et en agissant pour la création d'une monnaie commune mondiale de coopération, alternative au dollar.

10. Pour une autre Europe, de nations et de peuples libres, souverains et associés : rompre avec les contraintes austéritaires du « pacte de stabilité » ; mobiliser la création monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) dans un fonds de développement des services publics, et abaisser le coût des crédits bancaires afin de favoriser les investissements productifs et les dépenses en « recherche et développement » des entreprises plus elles développent l'emploi, la formation, la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ; sortir du marché européen de l'électricité tout en poursuivant l'interconnexion ; engager la négociation pour de nouveaux traités européens respectant la souveraineté des nations et des peuples.